



Rapport de gestion 2018

1. Thèmes sociopolitiques importants, consultations et auditions

Durant l'année sous revue, les membres du Comité de l'Initiative des villes pour la politique sociale ont traité, en collaboration avec l'Union des villes suisses, les dossiers suivants :

Consultations

- Modification de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) et consultation préalable du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) sur l'art. 30a OASA, formation professionnelle initiale des étrangers sans papiers.
- Agenda Intégration Suisse et indemnisation des cantons pour les mineurs non accompagnés relevant du domaine de l'asile
- Stabilisation de l'AVS (AVS 21)
- Ordonnance sur les PC, report de la date de référence pour le calcul de la part de la Confédération
- Allocations familiales (LAFam)
- Loi sur les stupéfiants : essais pilotes avec le cannabis, approbation avec précisions proposées
- Loi sur le service civil (LSC)
- Loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), surveillance des assurés
- Dispositions d'exécution sur la surveillance des assurés (OPGA)

Asile et intégration

Dans le domaine de l'asile, les villes, représentées par l'Union des villes suisses ou par l'Initiative des villes pour la politique sociale, ont joué un rôle important dans la restructuration du processus d'asile et fait valoir leurs revendications auprès de la Confédération et des cantons. En association avec la CDIP, la CDAS et la CdC, il a été possible de mettre au point l'Agenda Intégration adopté par le Conseil fédéral en 2018. Il en résulte une meilleure structure des processus et des objectifs et un relèvement des forfaits d'intégration de la part de la Confédération.

Aide sociale

La force obligatoire des normes CSIAS adoptées par la CDAS (notamment eu égard au montant des besoins de base) s'est vue remise en question dans plusieurs cantons. Les villes ont redouté une conception toujours plus arbitraire de l'aide sociale en lieu et place de l'harmonisation et de l'égalité des droits recherchées. L'Initiative des villes pour la politique sociale a porté cette thématique à l'ordre du jour de son assemblée de printemps et s'est engagée pour renforcer le réseautage des organisations intéressées afin d'assurer ensemble une aide sociale équitable.

Sur la base du plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN), le Comité et le Bureau du GT Responsables administratifs de l'Initiative des villes



pour la politique sociale ont examiné des questions auxquelles sont actuellement confrontés les services sociaux.

2. Comité

Au 31 décembre 2018, le comité se composait des conseillers et conseillères municipaux suivants :

- Nicolas Galladé, Winterthour, président, PS, depuis 2010
- Oscar Tosato, Lausanne, vice-président, PS, depuis 2011
- Raphael Golta, Zurich, PS, depuis 2014
- Martin Merki, Lucerne, PLR, depuis 2012
- Sonja Lüthi, pvl, St-Gall, depuis juin 2018
- Franziska Teuscher, Berne, Verts, depuis 2013
- Antoinette de Weck, Fribourg, PLR, depuis 2013

En 2018, le Comité s'est réuni à cinq reprises et a siégé une fois avec le Bureau du groupe de travail Responsables administratifs.

3. Secrétariat

Le secrétariat a pour tâches la planification et la communication des affaires et des assemblées, y compris les assemblées générales ; il est chargé également d'élaborer les prises de position et les réponses aux consultations. Une révision partielle des statuts, portant sur des aspects organisationnels liés à la révision des statuts de l'Union des villes suisses ainsi que sur une exonération fiscale facilitée, a pu être soumise à l'Assemblée générale. Le secrétariat est dirigé par Katharina Rüegg, Winterthour.

4. Groupe de travail et Bureau Responsables administratifs

Les membres du groupe de travail Responsables administratifs (GT Responsables administratifs) se sont réunis à trois reprises en séance ordinaire. Ces rencontres, qui sont toujours l'occasion d'échanger des expériences et de discuter de thèmes d'actualité, ont porté plus spécialement sur les conséquences de la numérisation sur le marché du travail, l'utilisation de chatbots dans le domaine social ainsi que la collaboration entre les services sociaux et l'ORP. La présidence du groupe de travail est assurée par Stephan Liembd, Lucerne.

Les responsables administratifs ont consacré leur congrès annuel, organisé avec la CSIAS, au thème « Volume des dossiers à charge des services sociaux ». Les discussions se basaient sur une étude de Winterthour montrant la corrélation entre l'augmentation des revenus générés (prestations subsidiaires et revenu d'une activité lucrative) et la baisse du nombre de dossiers. Les exposés concernant le nombre des dossiers et les facteurs permettant de gérer les cas avec succès ont suscité un grand intérêt.

En outre, des responsables administratifs et collaborateurs de services sociaux ont représenté l'Initiative des villes pour la politique sociale dans divers groupes de travail de la Conférence suisse des institutions d'action sociale et de l'Office fédéral des assurances sociales.



Liliane Blurtschi, Dietikon, a représenté les villes lors de la conférence de l'European Social Network (ESN), à Seville, consacrée au thème « Invest – Innovate – Transform: Empowering people and communities ». Le GT Responsables administratifs était aussi représenté au séminaire d'automne de l'ESN sur l'insertion professionnelle.

Au sein du Bureau, Doris Kölsch, Adiswil, a succédé à Susanne Naef (anciennement Wil).

5. Indicateurs de l'aide sociale dans les villes

Le rapport sur les indicateurs de l'aide sociale 2017 a montré que les jeunes adultes, une fois sortis de l'aide sociale, arrivent pour la plupart à rester indépendants sur le long terme. Le problème se pose surtout chez les personnes sans formation professionnelle. Pour la première fois, la situation des jeunes à l'aide sociale a pu faire l'objet d'une analyse sur une période de sept ans dans le cadre d'une étude longitudinale.

Le rapport sur les indicateurs de l'aide sociale 2017, publié en octobre 2018, a reçu un accueil favorable auprès des médias, avec un écho particulièrement large à Bienne. L'évolution de l'aide sociale dans les villes en 2017 était globalement modérée, l'augmentation des dossiers de 1,6% étant inférieure à la moyenne.

Le groupe « Indicateurs », sous la direction de Beat Schmockler, Schaffhouse, a pris contact avec plusieurs villes de Suisse romande pour lancer un projet pilote en matière d'indicateurs de l'aide sociale. Le rapport est rédigé par la Haute école spécialisée bernoise, domaine Travail social, avec la participation de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

6. Réseau Romandie

Grâce à ses contacts et à son soutien logistique, le Réseau Romandie (coordination : Christine Winkler) a fourni une contribution essentielle à l'organisation de l'assemblée d'automne à Sion. Les assemblées sont ainsi toujours le lieu d'échanges professionnels et personnels précieux entre les membres de l'Initiative des villes pour la politique sociale provenant des différentes régions linguistiques du pays. Le Réseau Romandie n'a tenu aucune séance en 2018.

7. Assemblées

L'assemblée de printemps, à Baden (AG), était placée sous le titre « L'aide sociale, ça fonctionne ! » Les conférenciers ont montré dans quelle mesure l'aide sociale contribue à la lutte contre la pauvreté ainsi qu'à la stabilité et à la sécurité économiques et sociétales. La pression politique et médiatique sur l'aide sociale ainsi que les arguments permettant d'y résister ont aussi fait l'objet des discussions. La poétesse de scène Patti Basler a dressé un procès-verbal éclair de l'assemblée.

L'assemblée d'automne à Sion a été organisée en collaboration avec le Réseau suisse des villes-amies des aînés. Elle avait pour titre « Ville adaptée au 3^e âge : souhait ou réalité ? » Après présentation par la ville de Sion de son concept actuel en matière de politique des aînés, la Haute école spécialisée de Suisse du Nord-Ouest a exposé une analyse de la prise en charge des personnes âgées en Suisse. Trois ateliers ont ensuite permis d'approfondir la thématique, avec des questions liées à la recherche, la politique et la pratique.



8. Participation à et collaboration avec des organes (socio-)politiques

L'Initiative des villes est une section de l'Union des villes suisses. La collaboration entre les institutions est très étroite, notamment dans les contacts avec la politique fédérale et l'administration fédérale.

La nécessité de mandater une étude externe sur les centres de quartier a été évaluée avec le Réseau Quartiers vivants. Le Comité de l'Initiative des villes pour la politique sociale a renoncé au projet en raison de la conception de l'étude et préféré l'idée d'un échange de bonnes pratiques entre les villes.

Fort de sa coopération avec bon nombre d'autres organisations (socio-)politiques, l'Initiative des villes pour la politique sociale a pu faire valoir efficacement ses revendications clés au niveau fédéral. L'Initiative des villes pour la politique sociale siège au sein des associations et organes suivants :

- Comité de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales
- Collaboration interinstitutionnelle (comité national de pilotage, comité national de développement et de coordination)
- Commission fédérale des migrations
- Dialogue national sur la politique sociale suisse

L'Initiative des villes pour la politique sociale était par ailleurs représentée dans le groupe de travail de la Confédération en matière de politique de réinstallation.

Franziska Teuscher a œuvré comme membre du jury pour la remise du prix organisé par l'association faîtière *sozialinfo* à l'occasion de son 5^e anniversaire.

L'Initiative des villes pour la politique sociale entretient d'excellentes relations également avec la Conférence suisse des institutions d'action sociale, l'Association des communes suisses et l'Union patronale suisse.

9. Effectif des membres en 2018

Total des membres au 31.12.2018:	58
Total des adhésions :	0
Total des retraits :	1 (Montreux)

Toutes les personnes qui se sont engagées sous une forme ou une autre en faveur des revendications de l'Initiative des villes pour la politique sociale sont ici cordialement remerciées.

Initiative des villes pour la politique sociale
Nicolas Galladé, président
Katharina Rüegg, directrice

Winterthour, vendredi, 8 mars 2019